

Conseil départemental d'Indre-et-Loire
Direction des Systèmes d'Information et de la
Transformation Numérique

MARCHÉ PUBLIC
ACCORD-CADRE
DE FOURNITURES ET SERVICES

Fourniture d'un système de vidéo-détection et de localisation des feux d'espaces naturels

PHASE 1 : CANDIDATURE

Règlement de la Consultation (RC)

Consultation n°

F2024-0011

Date limite de remise des
candidatures

13 mai 2024 à 16 heures 00

Date limite indicative de remise
des offres

Juillet 2024

OBJET DU CONTRAT

■ Acheteur :

Conseil départemental d'Indre-et-Loire

Direction des Systèmes d'Information et de la Transformation Numérique

Représentant : Madame la Présidente du Conseil départemental

Adresse : Hôtel du département

Place de la Préfecture

37927 Tours Cedex 9

Téléphone : 0247314731

Courriel : correspondre@aws-france.com

Site internet : <https://www.marches-publics.info>

■ Description de la prestation :

■ Description de la prestation :

Le contrat porte sur les prestations suivantes : **Fourniture d'un système de vidéo-détection et de localisation des feux d'espaces naturels**

Le Département Touraine et le SDIS37, en étroite relation avec les référents suretés du département, ont décidé de mettre en place un système de vidéo détection et de localisation des feux d'espaces naturels dans les massifs forestiers à risques du département de l'Indre et Loire. Il s'appuie sur un réseau automatisé de surveillance, avec des matériels installés sur des points hauts identifiés et en nombre limité, définis en annexes du Cahier des Clauses techniques Particulières.

Les principaux objectifs poursuivis par le Conseil Départemental et le SDIS de l'Indre et Loire sont de disposer :

- d'un système de vidéo détection automatique des départs de feux de forêt capable de les détecter très rapidement et de les localiser précisément avec un minimum de fausses alarmes,*
- d'un système de transmission de l'ensemble des données vers le centre de supervision et de contrôle (CSC) basé sur le réseau MPLS mis à disposition des candidats,*
- d'un outil sécurisé et évolutif offrant une grande capacité de paramétrage, d'évolution, d'ergonomie et de convivialité,*
- d'un outil de gestion qui pourrait s'intégrer et communiquer avec l'ensemble du système d'information existant et futur, notamment l'interfaçage avec le Système de Gestion Opérationnelle (SGO) NexSIS de l'Agence du Numérique des Services d'Incendie et de Secours (ANSIS) et l'outil cartographique du SDIS,*
- d'un outil respectant les obligations réglementaires en matière de transmission de données et des contraintes juridiques liées à la vidéosurveillance.*

Il permettra notamment :

- de disposer d'une surveillance des forêts à l'année 24/24,*
- de détecter et localiser précocement les départs de feux,*
- de visualiser en temps réel, au centre opérationnel du SDIS (CODIS), les départs de feux et leurs évolutions,*
- d'adapter l'engagement de moyens en fonction des observations réalisées,*
- d'améliorer la formation et le retour d'expérience grâce à l'exploitation postérieure des images,*
- de dissuader des actes de malveillance.*

L'ensemble des images seront stockées et exploitées par les services compétents au : CETRA (Centre

de traitement de l'alerte) situé à Saint-Avertin, dans l'enceinte de l'hôpital TROUSSEAU et qui regroupe sur le même site, le centre de réception et de régulation des alertes du SAMU (CRRRA 15), le centre de traitement des appels 18/112 (CTA) et le centre opérationnel départemental d'incendie et de secours (CODIS).

Le marché porte sur :

1/ pour le lot 1 :

- La fourniture, la livraison, le montage, la mise en œuvre globale de la solution matériels et logiciels pour l'équipements des points hauts et du centre de supervision et de contrôle identifié par le SDIS,
- La formation des équipes techniques et opérateurs métiers,

2/ pour le lot 2 :

- La fourniture de journée(s) de prestation(s) ponctuelle(s) pendant toute la durée d'exécution du marché en fonction des besoins du SDIS (journées d'assistance, d'expertise, de formation, ...)
- La fourniture et la mise en service de matériels complémentaires à partir de catalogues actualisés en fonction des besoins du SDIS.
- Le maintien en condition opérationnelle de l'ensemble de l'architecture pendant toute la durée du marché,

Nota bene : Le Conseil départemental d'Indre-et-Loire, porteur du projet, se réserve la faculté d'en transférer la gestion au SDIS 37 par avenant, à tout moment, une fois l'accord-cadre conclu ; l'opérateur dont l'offre aura été retenue, dit titulaire de l'accord-cadre, s'engage par avance à accepter le transfert de l'accord-cadre au SDIS 37, sans réserve et aux conditions de l'accord-cadre.

35120000-1	Systèmes et appareils de surveillance et de sécurité
72267000-4	Services de Maintenance et de réparation de logiciels

■ Caractéristiques principales du contrat :

Objet du contrat	Fourniture d'un système de vidéo-détection et de localisation des feux d'espaces naturels
Acheteur	Conseil départemental d'Indre-et-Loire
Type de contrat	Accord-cadre à bons de commande sans minimum et avec maximum mono-attributaire de fournitures et services
Structure	2 lots indissociables
Lieu d'exécution	Ensemble du territoire du département de l'Indre-et-Loire
Durée	Variable selon les prestations du contrat
Variation des prix	Révisibles selon formule précisée à l'article 5.1 du CCAP

■ Allotissement :

La consultation est décomposée en 2 lots :

Objet et forme

Lot n°1 : Fourniture des équipements, installation, formation et prestations associées - à bons de commande sans minimum et avec maximum : *Le lot 1 porte sur la fourniture et l'installation des matériels, le paramétrage, la formation des utilisateurs, le cas échéant la fourniture d'équipements connexes (outil smartphone, station météorologique, spare, équipement de point(s) haut(s) supplémentaire(s)).* - montant maximum 1 200 000,00 € HT (CPV 35120000-1 : Systèmes et appareils de surveillance et de sécurité)

Lot n°2 : Maintien en condition opérationnelle, équipements complémentaires et prestations associées - à bons de commande sans minimum et avec maximum : *Le lot 2 porte sur le maintien en condition opérationnelle des équipements acquis dans le cadre du lot 1, au terme de leur période de garantie, ainsi que sur la fourniture d'équipements complémentaires, et prestations associées.* - montant maximum annuel : 100 000 € HT ; montant maximum sur la durée totale (6 ans) 600 000,00 € HT (CPV 35120000-1 : Systèmes et appareils de surveillance et de sécurité et 72267000-4 : Services de maintenance et de réparation de logiciels)

1. CARACTÉRISTIQUES DE LA PROCÉDURE

■ Procédure de passation :

Procédure avec négociation (Article R2124-3 1° Solutions pas immédiatement disponibles - Code de la commande publique).

La consultation se déroule en deux phases :

- Phase 1 : Sélection des candidats au regard de leur dossier de candidature, qui seront autorisés à participer à la phase 2.
- Phase 2 : Jugement et classement des offres des candidats au regard de leur offre technique et financière.

■ Déroulé de la procédure et planning indicatif :

Publication de la consultation	Avril 2024
Sélection des candidats habilités à remettre une offre	Mai 2024
Elaboration et remise de l'offre par les candidats sélectionnés	Juillet 2024
Analyse des offres, négociation, demandes de précisions éventuelles	Septembre 2024
Classement des offres et attribution du contrat	Septembre 2024
Signature et notification du contrat	Octobre 2024

■ Variantes :

Les variantes ne sont pas autorisées.

■ Réponse et groupement :

Le candidat ne peut pas répondre en tant que cotraitant de plusieurs groupements différents.

Aucune forme particulière de groupement n'est imposée après attribution.

C Conformément aux articles L1220-1 à L1220-3 du Code de la Commande publique et à l'arrêt du Conseil d'État n°436532 du 08/10/2020, si l'étude des offres démontre que plusieurs personnes morales différentes, qui constituent en principe des opérateurs économiques distincts, n'ont pas d'autonomie commerciale, résultant notamment des liens étroits entre leurs actionnaires ou leurs dirigeants, qui peut se manifester par l'absence totale ou partielle de moyens distincts ou la similarité de leurs offres, alors ces personnes morales seront regardées comme un seul et même soumissionnaire et seule sera retenue la dernière réponse déposée (article R2151-6 du Code de la commande publique).

Conformément à l'article R2142-4 du Code de la commande publique, une même personne ne peut représenter plus d'un candidat pour un même marché à peine d'irrégularité. Tous les groupements constitués des mêmes opérateurs économiques permutant leur responsabilité seront considérés comme un seul et même soumissionnaire.

■ Délai de validité des offres :

Le délai de validité des offres est de 4 mois à compter de la date limite de réception des offres.

■ Modalités de retrait du dossier de consultation :

Le dossier de consultation est disponible de manière électronique sur le profil d'acheteur : <https://www.marches-publics.info>.

Les modalités de retrait des dossiers de consultation sont consultables à l'adresse suivante : <http://www.marches-publics.info/kiosque/conditions-generales.pdf>

Les soumissionnaires pourront s'authentifier sur le site et devront notamment indiquer une adresse courriel électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique notamment pour l'envoi d'éventuels compléments, précisions ou rectifications. **Ils acceptent par avance que toute notification relative à la présente consultation soit faite valablement par voie électronique à l'adresse qu'ils auront indiquée.**

■ Visite des lieux ou consultation sur place de documents : (2^{de} phase uniquement cf CCTP)

Les candidats admis à remettre une offre se verront communiquer une visite virtuelle des sites ; ils pourront demander à effectuer une visite physique de tout ou partie des sites envisagés dans les conditions suivantes :

- Personne à contacter : M. SALVERT Sébastien – mail : ssalvert@sdis37.fr – Tél. 06.07.51.55.29
 - Conditions : sur rendez-vous et selon planning déterminé par le SDIS 37.
- Les visites à l'improviste ne sont pas autorisées. Une attestation de visite sera remise par l'acheteur.

■ Dossier de consultation

Le dossier de consultation contient les documents suivants :

- Règlement de Consultation,
- Acte d'engagement (1 par lot),
- Bordereaux des prix/DQE (Devis Quantitatif Estimatif),
- Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.),
- Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) et ses Annexes,
- Cadre de réponse technique,
- Lettre de Candidature (DC1), Déclaration du Candidat (DC2),

Les Annexes du CCTP seront transmises aux candidats admis à présenter une offre (2^{de} phase).

L'acheteur se réserve le droit d'envoyer au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres des modifications de détail sur le dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier de consultation modifié.

■ Economie circulaire

L'attention des candidats et soumissionnaires est attirée sur la soumission de la présente consultation aux dispositions du Décret n° 2021-254 du 9 mars 2021 relatif à l'obligation d'acquisition par la commande publique de biens issus du réemploi ou de la réutilisation ou intégrant des matières recyclées, pris en application de l'article 58 de la loi n° 2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire.

Ces dispositions imposent que les acquisitions de matériels, fournitures et accessoires informatiques opérées annuellement par les personnes publiques respecte **un taux minimum de 20 % de composants ou matériaux issus du réemploi ou de la réutilisation au sens du code de l'environnement** (réemploi : opération par laquelle des substances, matières ou produits qui ne sont pas des déchets sont utilisés de nouveau pour un usage identique à celui pour lequel ils avaient été conçus ; réutilisation : opération par laquelle des substances, matières ou produits devenus des déchets sont utilisés de nouveau ; Recyclage : opération de valorisation par laquelle les déchets, y compris organiques, sont retraités aux fins de leur fonction initiale ou à d'autres fins).

Le non-respect de ce taux minimum dans l'offre du candidat ou l'absence de mention dans les documents techniques pourra entraîner le rejet de l'offre, considérée comme non-conforme.

2. PRÉSENTATION DES PROPOSITIONS

■ Modalités de remise des candidatures :

Les candidatures doivent être déposées avant les dates et heures limites indiquées en page de garde, de **manière électronique** sur le profil d'acheteur : <https://www.marches-publics.info>.

Les copies de sauvegarde et les éléments de la proposition qui ne peuvent être transmis par voie électronique doivent être adressés à :

Hôtel du département
Place de la Préfecture
TOURS
37927 Cedex 9
Contact : Commande publique

Les copies de sauvegarde devront parvenir au service de la commande publique uniquement par lettre recommandée portant les références et l'intitulé de la présente consultation.

Les propositions doivent être remises en euros et rédigées en langue française. Si les propositions sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français.

■ Modalités de signature :

Le candidat doit disposer d'un certificat valide et conforme aux exigences du règlement de l'Union européenne « eIDAS » du 23 juillet 2014 (n°910/2014/UE), délivré par l'un des organismes agréés par l'Agence nationale pour la sécurité des systèmes d'information (ANSSI). A défaut de certificat, les candidats sont invités à se rapprocher d'un organisme agréé avant de procéder à la commande. Le délai de commande d'un certificat pouvant prendre entre 8 et 15 jours, il est fortement recommandé d'anticiper cette opération. Le certificat doit être détenu par une personne ayant la capacité d'engager le candidat dans le cadre de la présente consultation.

Conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique dans la commande publique, le candidat est informé qu'il peut utiliser l'outil de signature électronique de son choix, comme celui mis à disposition par le profil d'acheteur, et signer de préférence les documents au format PADES. Le Département préconise le format PADES qu'il utilisera pour sa part.

■ Remise des offres électroniques :

Les candidats doivent satisfaire aux prérequis techniques décrits par le profil d'acheteur. Les conditions d'utilisation de la plateforme telles que les formats de documents acceptés, l'organisation, le nommage et la taille totale des plis acceptés, les fonctions d'horodatage, le contrôle des logiciels malveillants peuvent être consultées sur le profil d'acheteur.

La transmission des plis avant les date et heure limite de la consultation est effectuée sous la seule responsabilité des candidats. Il leur est fortement conseillé de procéder au dépôt suffisamment à l'avance avant l'heure de clôture en particulier si les plis sont volumineux.

Tous les plis sont horodatés et font l'objet après dépôt d'un accusé de bonne réception délivré par le profil acheteur. Dans le cas de candidatures groupées, le mandataire assure la sécurité et l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement.

Les candidats peuvent transmettre une copie de sauvegarde de leur pli électronique. Elle peut être envoyée sur support physique électronique, ou support papier, qui doit être placée dans un pli scellé, comporter sur l'enveloppe le numéro de la consultation et le nom du candidat. Ce pli est adressé en recommandé avec avis de réception ou remis en main propre contre récépissé à l'adresse indiquée ci-après.

Durant toute la procédure, tous les échanges avec l'acheteur se font de manière électronique via le profil d'acheteur. Les candidats sont invités à alerter l'acheteur public sur d'éventuelles erreurs matérielles ou contrariétés d'informations contenues dans les documents de la consultation afin de lever toute ambiguïté en adressant un message sur le profil d'acheteur. En cas de problème rencontré sur la plateforme, les candidats sont invités à contacter le support technique mis en place sur le profil d'acheteur.

La notification des échanges électroniques se faisant au moyen de la messagerie électronique, les candidats sont appelés à une vigilance particulière. Le candidat détenant un compte est responsable du paramétrage et de la surveillance de la messagerie (adresse courriel durable, redirection automatique, utilisation d'antispam) et doit s'assurer que les messages envoyés par le profil d'acheteur ne seront pas traités comme des courriels indésirables.

■ Contenu des plis :

1/ au stade « candidature »

A l'appui de leur candidature, les candidats doivent fournir les documents suivants :

Document	Descriptif
Lettre de candidature (DC1)	Lettre de candidature-habilitation du mandataire par ses cotraitants (DC1)
Déclaration du candidat (DC2)	Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (DC2)
Pouvoir prouvant l'habilitation à engager le candidat (par exemple KBIS)	Pouvoir prouvant l'habilitation à engager le candidat (par exemple KBIS)
Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire,	Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire,
Capacités technique et professionnelle	
Effectifs des trois dernières années	Déclarations indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années.
Fournitures / Services effectués les 3 dernières années	Présentation d'une liste des principales fournitures ou des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et les destinataire public ou privé.

Document	Descriptif
Note de présentation	<u>Note de présentation de 15 pages maxi</u> (y compris la page de garde) qui précisera notamment leurs capacités professionnelles ainsi que leurs capacités de mise en œuvre pour cette opération.
Présentation de trois références	Présentation de trois références
Qualifications professionnelles	Certificats de qualifications professionnelles. La preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de travaux attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat.

Présentation des documents : le candidat devra présenter ces documents dans des fichiers distincts (exemple DC1.pdf, DC2.pdf).

Le candidat peut remettre un document unique de marché européen (DUME) rédigé en français en lieu et place des documents et renseignements demandés par l'acheteur aux fins de vérification de l'aptitude à répondre aux marchés publics, de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière ainsi que des capacités techniques et professionnelles.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que l'acheteur peut obtenir par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations, administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que le candidat mentionne dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système et que l'accès soit gratuit.

2/ au stade « offre »

Après la phase de sélection des candidatures, seuls les candidats qui seront admis à présenter une offre auront à produire un dossier constitué des documents suivants :

Document	Descriptif
Acte d'engagement	Acte d'engagement (1 par lot)
BPU/DQE	Bordereaux de prix/Devis Quantitatif Estimatif
Catalogues	Un ou des catalogue(s) actualisable(s) de l'ensemble des matériels proposés (cf. BPU)
Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.)	Cahier des Clauses Administratives Particulières
Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.)	Cahier des Clauses Techniques Particulières et ses Annexes
Cadre de Réponse Technique	Cadre de Réponse Technique
Mémoire Technique	Mémoire technique
Planning/Calendrier prévisionnel de déploiement	Planning/Calendrier prévisionnel de déploiement
Documentation	Documentation pour chaque appareil proposé

En outre, pour chaque sous-traitant mentionné dans l'offre, le candidat devra joindre, en plus de l'acte de sous-traitance :

- les capacités professionnelles et financières du sous-traitant ;
- une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

3. JUGEMENTS DES CANDIDATURES, OFFRES ET ATTRIBUTION

■ Critères de sélection des candidats (1^{ère} phase) :

Les candidatures sont analysées et sélectionnées en fonction des critères suivants et de la note de présentation :

Critère	Descriptif
1. Capacités professionnelles, techniques et financières (50 points)	Capacités professionnelles, techniques et financières
2. Moyens humains et en équipements du mandataire et du groupement (30 points)	Moyens humains et en équipement du mandataire et du groupement dédiés au projet
3. Références (20 points)	Références pour des opérations comparables

Chaque candidature sera classée en fonction des points obtenus sur un maximum de 100 points par application des critères de sélection ci-dessus.

Après examen des candidatures, et établissement du classement, 5 candidats seront admis à présenter une offre, sous réserve d'un nombre suffisant de candidatures répondant aux garanties attendues ; à défaut, la procédure pourra être poursuivie avec les seuls candidats dont les capacités auront été jugées satisfaisantes.

Les candidats admis à présenter une offre recevront une lettre de consultation par voie dématérialisée ; elle sera accompagnée d'un lien leur permettant d'accéder aux documents de la consultation qui, par leur caractère confidentiel, ne peuvent être mis à la disposition des opérateurs lors de la phase d'appel de candidatures.

■ Critères de jugement des offres (Seconde phase) :

Les offres sont analysées et classées en fonction des critères suivants :

Critère
1 - Valeur technique sur 55 points :
S/Critère 1 : Qualité des matériels proposés (technologies des équipements et connectiques), Méthodologie d'installation et délais d'approvisionnement : 40 points
<ul style="list-style-type: none">- Justification du choix des appareils proposés : 15 points- Méthodologie d'installation d'un point haut : 5 points- Pertinence du choix des points hauts par rapport à l'infrastructure proposée : 10 points- Ergonomie et fonctionnalités de la solution logicielle (Surveillance, Gestion des alertes, et Administration) : 10 points
S/Critère 2 : Organisation et méthode : Moyens mis en œuvre (humain et technique) et organisation mise en place pour la réalisation des prestations du marché : 15 points
<ul style="list-style-type: none">- Méthodologie du pilotage de projet proposé : 5 points- Capacité du candidat à installer le matériel proposé : 5 points- Formation : 5 points
2 - Valeur financière sur 30 points :
Prix, analysés à partir des Devis Quantitatif Estimatif (DQE) non contractuels, appréciés globalement pour les 2 lots, en cohérence avec les tarifs des Bordereaux des Prix à compléter obligatoirement (note sur 30)
La note attribuée sera calculée selon le mode suivant :
<div style="text-align: center;">Tarif proposé par le moins-disant ----- = un coefficient * 30 Tarif proposé par le candidat</div>

3 – Maintenance, Garantie et Service après-vente sur 15 points :

- Programme détaillé proposition de maintenance, mise à jour des logiciels ou système d'exploitation, proposition de calendrier, organisation du Service après-vente...

Modalités de calcul des notes :

La note totale est notée par addition des notes des critères sur **100,00**

■ **Régularisation des offres :**

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière pourra faire l'objet d'une demande de régularisation, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. En revanche, toute offre inacceptable ou inappropriée sera éliminée.

La régularisation pourra ainsi permettre, dans un délai inférieur ou égal à 72 heures à compter de la date d'envoi de la demande, de rectifier une éventuelle erreur matérielle de saisie d'information, de calculs ou d'oubli de transmission de pièces justificatives (si ces dernières ne permettent pas aux candidats de modifier la nature de leur offre).

■ **Audition :**

Le pouvoir adjudicateur pourra procéder à des auditions des candidats dans les conditions suivantes : les candidats sélectionnés pourront être convoqués à une ou plusieurs auditions afin de présenter leurs propositions. Les dates, horaires, adresses et modalités seront précisés dans la convocation. Un procès-verbal sera établi à l'issue de l'audition.

■ **Négociation**

Le pouvoir adjudicateur engagera des négociations avec les auteurs des offres initiales jugées comme " économiquement les plus avantageuses " : sous réserve d'un nombre suffisant de candidats, 3 candidats seulement sur les 5 candidats maximums retenus seront invités à négocier.

En acceptant de faire acte de candidature ou de remettre une offre dans le cadre de la présente consultation, le candidat s'engage par avance à accepter le principe de cette négociation qui pourra s'effectuer par échange via la plateforme AWS ou rendez-vous en présentiel ou distanciel.

La négociation aura pour but d'adapter l'offre de chaque candidat à la demande, au regard des critères posés, pour affiner notamment, la valeur technique de l'offre et les prix, avec les candidats dont les offres initiales seront les mieux classées.

Lorsque le pouvoir adjudicateur estimera avoir obtenu des offres conformes à ses attentes, il sera mis fin à la négociation, et tous les candidats en seront avisés.

Le jugement définitif des offres sera établi sur la base des critères fixés dans l'avis de publicité et/ou le règlement de consultation.

Le cas échéant, le pouvoir adjudicateur pourra décider de classer la consultation sans suite pour un motif d'intérêt général, à tout moment.

Recours de pleine juridiction devant le Tribunal Administratif compétent contestant la validité de ce contrat ou de certaines de ses clauses qui en sont divisibles, assorti, le cas échéant, de demandes indemnitaires, sous deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées notamment au moyen d'un avis mentionnant la conclusion du contrat et les modalités de sa consultation (CE. ass, 16/07/07, Sté Tropic travaux signalisation).

Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet <http://www.telerecours.fr>. Les renseignements relatifs à l'introduction des recours peuvent être obtenus auprès du Conseil départemental d'Indre et Loire, service de la commande publique, Hôtel du département Place de la Préfecture 37927 TOURS CEDEX 9 Tél 0247314731, courriel : commande-publique@departement-touraine.fr



Documents et liens utiles (versions en vigueur à la date du lancement de la consultation) :

[Code de la commande publique et ses annexes \(Legifrance\)](#)

[Formulaires candidats \(DAJ\) - Médiateur des entreprises](#)

[CCAG Techniques de l'information et de la communication \(TIC\) du 30 mars 2021](#)

Tours, le 3 avril 2024

*La Présidente
du Conseil départemental d'Indre-et-Loire,
Pour la Présidente et par délégation,
La Directrice générale adjointe,*

Patricia BONAMY

■ **Suite à donner à la consultation : Justificatifs à fournir par l'attributaire**

L'offre la mieux classée sera retenue à titre provisoire en attendant que le candidat produise les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique.

Avant notification du contrat, l'attributaire doit fournir les documents suivants :

Document	Descriptif
Attestation d'assurance	Attestation d'assurance couvrant les risques professionnels
Attestations de régularité fiscale et sociales	Attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents en cours de validité prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales

4. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats font parvenir au plus tard 8 jours avant la date limite de remise des offres, une demande écrite à : <https://www.marches-publics.info>

■ **Renseignements administratifs et/ou techniques :**

Les demandes de renseignements administratifs, juridiques, techniques ou opérationnels doivent être envoyées sur le profil d'acheteur : <https://www.marches-publics.info>

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises 6 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

■ **Voies et délais de recours :**

Les recours doivent être adressés à :

Tribunal administratif d'Orléans
28 rue de la Bretonnerie - 45057 Orléans - Téléphone : 0238775900
Courriel : greffe.ta-orleans@juradm.fr - Télécopie : 0238538516
Site internet : <http://orleans.tribunal-administratif.fr>

Précisions concernant le(s) délai(s) d'introduction des recours :

■ **Dispositions complémentaires - RECOURS :**

Recours gracieux devant le pouvoir adjudicateur (Conseil départemental d'Indre et Loire, service de la commande publique, Hôtel du département Place de la Préfecture 37927 TOURS CEDEX 9) sous deux mois à compter de la publication ou de la notification de la décision attaquée.

Référé précontractuel devant le juge des référés précontractuels du Tribunal administratif compétent, jusqu'à la signature du marché, qui peut intervenir au terme d'un délai de onze jours à compter de la date d'envoi de la notification des lettres de rejet des offres aux candidats non retenus (code de justice administrative, art. L551-1 à L551-12).

Référé contractuel devant le juge des référés précontractuels du Tribunal Administratif compétent (code de justice administrative, art. L551-13 à L551-23) dans les 31 jours à compter de la publication de l'avis d'attribution ou dans un délai de six mois à compter du lendemain de la conclusion du marché si un tel avis n'a pas été publié. Recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif compétent sous deux mois à compter de la publication ou notification de la décision ou de l'acte attaqué (code de justice administrative, art. R421-1). Ce recours peut être précédé d'un recours gracieux adressé au pouvoir adjudicateur.